|  |
| --- |
| **Tribune publiée dans Médiapart**  **D'où que l'on vienne, où que l'on soit né·e. Notre pays s'appelle Solidarité**  « *Nous n'allons pas combattre le racisme par le racisme, mais grâce à la solidarité.* » (Fred Hampton, Black Panthers Party – mai 1969)  Notre pays construit des ponts pas des murs. D'où que l'on vienne, où que l'on soit né·e, notre pays existe. Il s'appelle Solidarité.  Notre pays n'a ni carte, ni limites. Il ne fait pas la guerre si ce n'est au fascisme, au colonialisme, au racisme, à l'injustice et aux inégalités.  Notre pays n'existe pas isolé, atomisé, soumis. Il existe dans tout ce qui relie, regroupe, donne confiance et lutte.  Notre pays est en grand danger. Il doit sortir, se montrer, se lever. Vivre.  Car notre pays brûle. Il s'appelle Avenir. Car notre pays est étouffé. Il s'appelle Liberté. Car notre pays se meurt. Il s'appelle Égalité. Car notre pays est opprimé. Il s'appelle Dignité.  Notre pays est en danger. Nous appelons à la mobilisation générale.  **Pour l'avenir.** Si la planète brûle, cela n'a rien à voir avec les migrations, nos couleurs de peau, nos origines, nos religions. Le monde n'attend qu'une étincelle pour exploser et certain.e.s nourrissent l'incendie qui nous menace. Nous dénonçons toutes les formes de racisme dont l'islamophobie, l'antisémitisme, l'anti-tziganisme, la négrophobie et le racisme anti-asiatique. Nous exigeons notamment la fin des contrôles au faciès, l'abrogation de la loi dite « séparatisme », le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la fin des dominations économiques, militaires et politiques, en particulier la Françafrique.  **Pour la liberté.** Nous voyons que lorsqu'on commence à limiter la liberté pour certain·e·s, c'est la liberté de tou·te·s qui recule. C'est ainsi que se mettent en place des pouvoirs de plus en plus autoritaires. Nous exigeons la liberté de circuler et de manifester et notamment l'abrogation de la loi dite « sécurité globale », la fin des violences et des crimes policiers et pénitentiaires, la suppression des mesures de répression contre les migrant·e·s (OQTF\*, IRTF\*, …) et la fermeture des Centres de Rétention Administrative. Nous exigeons la destruction des murs qui s'érigent partout dans le monde pour séparer et contrôler les peuples. Pour l'égalité des droits. Les arguments utilisés contre l'immigration sont faux économiquement et ne servent qu'à justifier les mesures qui amplifient monstrueusement le racisme et les inégalités sociales. L'oppression et la surexploitation des migrant·e·s aggravent les conditions de tou·te·s les salarié·e·s. Nous revendiquons l'égalité des droits pour tou·te·s, le renforcement et l'accès réel à la santé, à l'éducation, à des revenus décents, au logement et l'arrêt des expulsions dans les foyers de travailleurs/euses migrant-es. Nous exigeons notamment la régularisation des sans-papiers.  **Pour la Dignité.** Nous refusons la banalisation de l'insoutenable. Nous dénonçons les politiques anti-migratoires et de non-accueil des migrant·e·s. Nous refusons l'instrumentalisation des femmes à des fins racistes. Nous réclamons vérité et justice pour les victimes de violences policières et pénitentiaires. Nous exigeons le respect des convictions et croyances de tou·te·s. Debout, nous redevenons dignes.  **Pour la Solidarité.** Nous appelons toutes et tous à se lever, se rassembler, s'organiser. À faire vivre notre pays partout où il existe. Dans les quartiers, les villages, les ronds-points, les écoles, les lieux de travail. Autour d'un hôpital menacé, d'une mosquée ou d'une synagogue fermée ou attaquée, d'une église où l'on fait une grève de la faim pour les migrant·e·s, des associations antiracistes dissoutes ou menacées de l'être, d'un théâtre qui avait été occupé, d'un piquet de grève, d'un immeuble menacé d'expulsion, d'une frontière. A partir d'un local associatif ou syndical, d'un lieu culturel et solidaire…  Nous appelons notre pays à se lever en masse, s'organiser et lutter pour la solidarité et contre le racisme.   * en multipliant les initiatives de toutes sortes, * dans toutes les villes et les villages en manifestant ensemble le même jour le samedi 18 décembre à l'occasion de la Journée internationale des migrant·e·s, * à Paris pour une manifestation nationale au mois de mars à l'occasion de la Journée internationale contre le racisme.   **Notre pays existe. Il s'appelle Solidarité.** |